



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°18

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

Institué par le Traité de Rome (1957) afin d'associer les forces vives de l'Europe à la construction européenne en général et du marché commun en particulier, le Comité économique et social européen (CESE) est l'assemblée qui regroupe et représente les partenaires économiques et sociaux européens. Son rôle est uniquement consultatif mais il émet environ 170 avis par an, qui sont publiés au *Journal officiel de l'Union européenne*, ce qui permet à ses membres de participer au processus décisionnel de l'Union européenne.

Ne pas confondre « CESE français » et « CESE européen »

En France, il existe le « Conseil économique, social et environnemental » dont l'acronyme est également « CESE » et qui regroupe des représentants sociaux (patronat, syndicats et associations) afin d'émettre des avis consultatifs. Il n'a rien à voir avec le « CESE européen » d'un point de vue structurel, mais son principe de fonctionnement est le même, et il n'est pas exclu que ce soit le modèle français qui ait (en partie) inspiré le modèle européen...

Composition et fonctionnement du CESE

Le CESE est composé de 353 membres issus des 28 Etats membres selon une répartition préalable ; ils sont nommés à titre personnel par le Conseil de l'Union européenne pour une période de 5 ans renouvelable. Agissant en toute indépendance politique, ils sont néanmoins issus des milieux socio-économiques de l'Europe et proposés par leurs gouvernements nationaux respectifs.

Afin de respecter un certain équilibre dans la représentation des différentes forces sociales, les membres du CESE sont organisés en trois groupes :

- Le groupe « employeurs », qui rassemble des entrepreneurs et des représentants d'association d'entrepreneurs dans les domaines de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture
- Le groupe « travailleurs », qui rassemble les représentants des organisations syndicales nationales, ainsi que les confédérations et fédérations sectorielles de salariés
- Le groupe « activités diverses », qui rassemble des représentants des agriculteurs, des artisans, des PME, des professions libérales, des consommateurs, de l'économie sociale, des ONG sociales et environnementales ...

Les membres du CESE sont ensuite répartis dans sept commissions thématiques qui ont chacune une sorte de leitmotiv en guise de feuille de route :

- Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale (ECO), « ensemble pour une économie plus forte »
- Marché unique, production et consommation (INT), « vers un meilleur fonctionnement du Marché unique »
- Transports, énergie, infrastructures, société de l'information (TEN), « bouger mieux, communiquer mieux »
- Emploi, affaires sociales, citoyenneté (SOC), « contre l'exclusion sous toutes ses formes »
- Agriculture, développement rural, environnement (NAT), « proche de la nature »
- Relations extérieures (REX), « tournée vers le monde »
- Mutations industrielles (CCMI), « anticiper, prévenir et analyser »

Déclaration de mission du CESE (www.eesc.europa.eu)

« Engagé dans la construction européenne, le CESE contribue au renforcement de la légitimité démocratique et de l'efficacité de l'Union européenne (UE) en permettant aux organisations de la société civile des États membres d'exprimer leur avis au niveau européen. Le CESE accomplit trois missions essentielles :

- Contribuer à ce que les politiques et la législation européennes soient mieux adaptées aux réalités économiques, sociales et civiques en assistant le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne grâce à l'expérience de ses membres, leur représentativité, le dialogue et la recherche du consensus en privilégiant l'intérêt général ;
- Favoriser le développement d'une Union européenne plus participative et plus proche des citoyens en étant l'enceinte institutionnelle de représentation, d'information, d'expression et de dialogue de la société civile organisée ;
- Promouvoir les valeurs qui constituent le fondement de la construction européenne et faire progresser, en Europe comme dans le monde entier, la démocratie, la démocratie participative et le rôle des organisations de la société civile.